

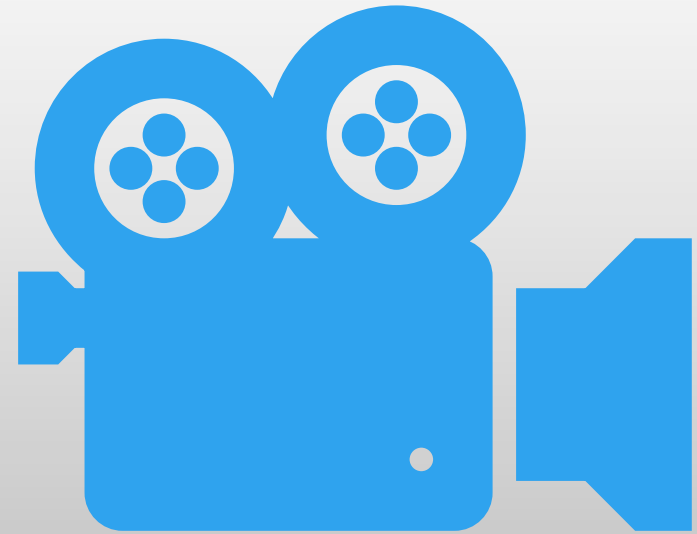


FILM DOCUMENTAIRE DE MICHEL TOESCA (2019)

LIBRE

SOMMAIRE

- ANALYSE DU TITRE ET DE L’AFFICHE DU FILM
- ANALYSE FILMIQUE À PARTIR D’EXTRAITS ET DE L’ODYSSÉE JUDICIAIRE (DVD)
- LE REGARD DU JURISTE : ANALYSE JURIDIQUE
- L’ÉVOLUTION DU DROIT POSITIF / IMMIGRATION EN FRANCE ... LOI DU 26/01/2024
- RÉFLEXION EN ATELIERS
- ANALYSE DE LA JURISPRUDENCE ET DÉBAT
- LIENS AVEC LE PROGRAMME D.G.E.M.C
- RAPPELS SUR LES DROITS D’AUTEUR / PROJECTION FILM





I/ LE TITRE : « LIBRE »

QUE VOUS INSPIRE LE TITRE ?

TRANSVERSALITÉS POTENTIELLES DU TITRE AVEC ...

LA PHILOSOPHIE, L'HISTOIRE, LA GÉOGRAPHIE, L'ÉCONOMIE ET LA SOCIOLOGIE.

PROBLÉMATIQUES ÉVENTUELLES SUR LE PLAN JURIDIQUE.

SÉLECTION OFFICIELLE
FESTIVAL DE CANNES

d'or
Le Prix du
documentaire
Cannes



SaNoSi Productions et Jour2Fête
présentent

II/ L’AFFICHE

- DÉCRIVEZ, PUIS ANALYSEZ L’AFFICHE DU FILM.
- FORMULEZ LES ENJEUX DU MONDE CONTEMPORAIN SOULEVÉS PAR LE THÈME DU FILM, EN METTANT EN ÉVIDENCE LES ÉVENTUELLES CONTRADICTIONS.

SYNOPSIS DU FILM



SYNOPSIS

La Roya, vallée du sud de la France frontalière avec l'Italie.

Cédric Herrou, agriculteur, y cultive ses oliviers. Le jour où il croise la route des exilés, il décide, avec d'autres habitants de la vallée, de les accueillir. De leur offrir un refuge et de les aider à déposer leur demande d'asile.

Mais en agissant ainsi, il est considéré hors la loi... Michel Toesca, ami de longue date de Cédric et habitant aussi de la Roya, l'a suivi durant trois ans. Témoin concerné et sensibilisé, caméra en main, il a participé et filmé au jour le jour cette résistance citoyenne. Ce film est l'histoire du combat de Cédric et de tant d'autres.



III/ EXTRAITS DU FILM

- L'OUVERTURE DU FILM : LES 5° MINUTES
- LA CARTE GÉOGRAPHIQUE (9'25'' – 11'').
- LES DROITS ET REVENDICATIONS (15' – 17').
- LA SCÈNE CLÉ DU FILM (22' – 26').
- L'ODYSSÉE JUDICIAIRE (SUPPLÉMENT BONUS) : LA PROCÉDURE JUDICIAIRE



III/ EXTRAITS DU FILM

- PROBLÈMES DE DROIT
- CRISE MIGRATOIRE EN 2015
- JANVIER 2017 : 3 000€ AMENDE AVEC SURSIS
- AVRIL 2017 : ORDONNANCE DU TA : PRÉFET CONDAMNÉ POUR AVOIR PORTÉ UNE ATTEINTE GRAVE AU DROIT D'ASILE
- AOÛT 2017 : CONDAMNÉ À 4 MOIS DE PRISON AVEC SURSIS + CONTRÔLE JUDICIAIRE.
- 06/07/2018 : CONSEIL CONSTITUTIONNEL
- DISTINCTION ENTRE MORALE, DROIT ET JUSTICE



IV/ ANALYSE FILMIQUE

- ✓ **CÉDRIC HERROU, L'AGRICULTEUR PEUT-IL ÊTRE QUALIFIÉ DE « HÉROS » ? SE LIVRE-T-IL À UN COMBAT ? ARGUMENTEZ.**
- ✓ **S'AGIT-IL D'UN FILM MILITANT ? D'UN ACTE DE RÉSISTANCE ?**
- ✓ **CE FILM PEUT-IL AVOIR UNE PORTÉE UNIVERSELLE ?**
- ✓ **QUI EST FINALEMENT DANS L'ILLÉGALITÉ ? DÉVELOPPEZ VOTRE POINT DE VUE.**



V/ LE REGARD DU JURISTE

- LA NOTION DE « **DÉLIT DE SOLIDARITÉ** » : QUE VOUS INSPIRE LE LIBELLÉ DE CETTE INFRACTION ?
- LA LOI FRANÇAISE RÉPRIME EN EFFET L'ENTRÉE, LE SÉJOUR ET LA CIRCULATION DES PERSONNES ÉTRANGÈRES EN SITUATION IRRÉGULIÈRE. L'AIDE APPORTÉE À CES MIGRANTS CONSTITUE AUSSI UNE INFRACTION PÉNALE. L'ARTICLE 622-1 DU CODE DE L'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES ÉTRANGERS EN FRANCE (CESEDA) PRÉVOIT QUE « TOUTE PERSONNE QUI AURA, PAR AIDE DIRECTE OU INDIRECTE, FACILITÉ OU TENTÉ DE FACILITER L'ENTRÉE, LA CIRCULATION OU LE SÉJOUR IRRÉGULIERS D'UN ÉTRANGER EN FRANCE SERA PUNIE D'UN EMPRISONNEMENT DE CINQ ANS ET D'UNE AMENDE DE 30 000 € ». DES LOIS ULTÉRIEURES (EN 1976, 1991 ET 1993) ONT AGGRAVÉ LES SANCTIONS ET AJOUTÉ DES PEINES COMPLÉMENTAIRES.

LA SITUATION DES MINEURS ISOLÉS EN FRANCE

- **QUE DISENT LES TEXTES DE LOIS ?**
- **« TOUT ENFANT QUI EST TEMPORAIREMENT OU DÉFINITIVEMENT PRIVÉ DE SON MILIEU FAMILIAL, OU QUI DANS SON PROPRE INTÉRÊT NE PEUT ÊTRE LAISSÉ DANS CE MILIEU, A DROIT À UNE PROTECTION ET UNE AIDE SPÉCIALES DE L'ÉTAT »** ARTICLE 20 DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'ENFANT (1989)
- **« LES ENFANTS ONT DROIT À LA PROTECTION ET AUX SOINS NÉCESSAIRES À LEUR BIEN-ÊTRE »** ARTICLE 24-1 DE LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE
- **« SI LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ OU LA MORALITÉ D'UN MINEUR NON ÉMANCIPÉ SONT EN DANGER, OU SI LES CONDITIONS DE SON ÉDUCATION OU DE SON DÉVELOPPEMENT PHYSIQUE, AFFECTIF, INTELLECTUEL ET SOCIAL SONT GRAVEMENT COMPROMISES, DES MESURES D'ASSISTANCE ÉDUCATIVE PEUVENT ÊTRE ORDONNÉES »** ARTICLE 375 DU CODE CIVIL FRANÇAIS
- **« [L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE DOIT] APPORTER UN SOUTIEN MATÉRIEL, ÉDUCATIF ET PSYCHOLOGIQUE TANT AUX MINEURS ET À LEUR FAMILLE OU À TOUT DÉTENTEUR DE L'AUTORITÉ PARENTALE, CONFRONTÉS À DES DIFFICULTÉS RISQUANT DE METTRE EN DANGER LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ, LA MORALITÉ DE CES MINEURS OU DE COMPROMETTRE GRAVEMENT LEUR ÉDUCATION OU LEUR DÉVELOPPEMENT PHYSIQUE, AFFECTIF, INTELLECTUEL ET SOCIAL »** ARTICLE L221-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES
- **« LA PROTECTION DE L'ENFANCE A ÉGALEMENT POUR BUT DE PRÉVENIR LES DIFFICULTÉS QUE PEUVENT RENCONTRER LES MINEURS PRIVÉS TEMPORAIREMENT OU DÉFINITIVEMENT DE LA PROTECTION DE LEUR FAMILLE ET D'ASSURER LEUR PRISE EN CHARGE »** ARTICLE L112-3 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

V/ LE REGARD DU JURISTE

- **PROCÉDURE JUDICIAIRE EN 1^{ÈRE} INSTANCE PUIS DEVANT LA CA :**
- **COMPARAISON : LE STATUT DE DEMANDEUR D'ASILE / LE STATUT DE RÉFUGIÉ / LE STATUT DE MIGRANT : DISTINGUEZ-LES.**
- **TRAVAIL DE RECHERCHE EN DROIT FRANÇAIS & EN DROIT INTERNATIONAL : RELEVEZ DES SOURCES JURIDIQUES.**
- **ANALYSE DE LA DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL : SON MODE DE SAISINE + LA Q.P.C + LES FONDEMENTS JURIDIQUES DE LA CONSÉCRATION D'UN PRINCIPE À IDENTIFIER + VALEUR JURIDIQUE DE CE PRINCIPE + PORTÉE JURIDIQUE DE LA DÉCISION + EN DÉDUIRE LE RÔLE DES SAGES DE LA RUE MONTPENSIER + EN DÉDUIRE LES FONDEMENTS D'UN ÉTAT DE DROIT.**
- **ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION DU 12/12/2018 + ARRÊT DE LA CA DE LYON DU 12/05/2020: COMMENTEZ L'AFFIRMATION DE L'UN DES AVOCATS DU PRÉVENU : « C'EST LE TRIOMPHE DE LA RAISON ET DU DROIT ».**
- **RÉFLEXION PERSONNELLE : LE RÔLE SOCIAL DU DROIT S'ILLUSTRE-T-IL DANS CETTE AFFAIRE ? ANALYSEZ LA PORTÉE JURIDIQUE & HUMANISTE DE CETTE DÉCISION DU C.C.**



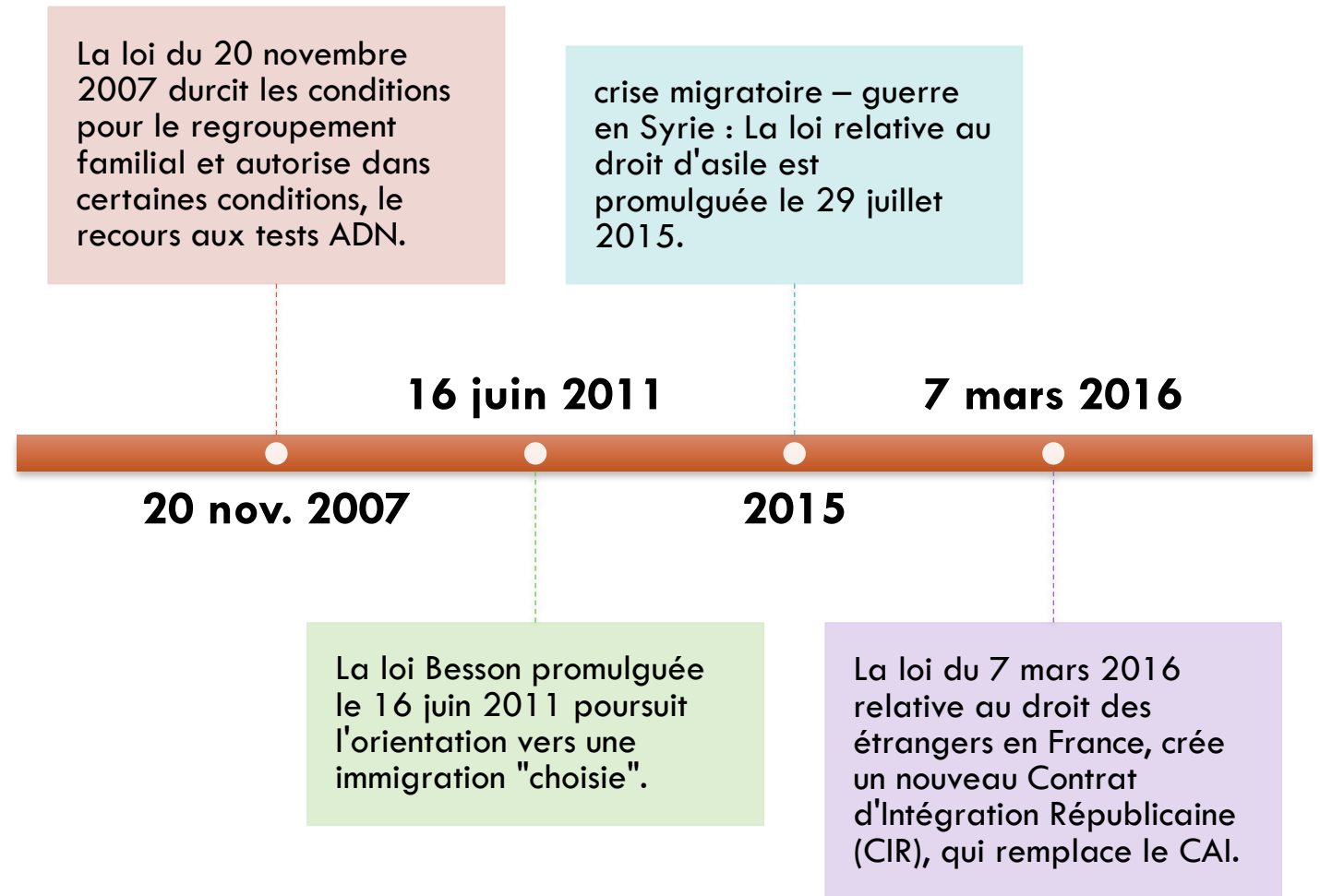
LA PORTÉE DE LA DÉCISION DU C.C

- **LOI DU 10/09/2018** : ÉLARGIT LE CHAMP DES IMMUNITÉS À : L'AIDE AU SÉJOUR ET À LA CIRCULATION ;
- ET TOUT ACTE N'AYANT DONNÉ LIEU À “AUCUNE CONTREPARTIE DIRECTE OU INDIRECTE” ET ACCOMPLI “**DANS UN BUT EXCLUSIVEMENT HUMANITAIRE**”.
- EN JUIN 2017, RAPHAËL FAYE-PRIO, MEMBRE DE L'ASSOCIATION ROYA CITOYENNE, CONVOIE QUATRE DEMANDEURS D'ASILE SANS HÉBERGEMENT AFIN DE LES METTRE À L'ABRI CHEZ CÉDRIC HERROU. INTERCEPTÉ LORS D'UN CONTRÔLE ROUTIER, IL EST PLACÉ EN GARDE À VUE PUIS CONDAMNÉ EN OCTOBRE 2017 À TROIS MOIS DE PRISON AVEC SURSIS. EN FÉVRIER 2019, LA COUR D'APPEL RÉDUIT SA PEINE À DEUX MOIS AVEC SURSIS. ELLE LUI REFUSE LE BÉNÉFICE DE L'IMMUNITÉ HUMANITAIRE, AUX MOTIFS QUE :
 - “CELUI-CI N'AVAIT PAS CONNAISSANCE DE L'ÉVENTUELLE SITUATION DE DÉTRESSE DES MIGRANTS” ;
 - “SON ACTION ÉTAIT DÉPOURVUE DE TOUTE SPONTANÉITÉ ET N'ÉTAIT PAS PUREMENT INDIVIDUELLE” ;
 - “CET ACTE S'EST INSCRIT DANS LE CADRE D'UNE DÉMARCHE D'ACTION MILITANTE”.
- LA COUR DE CASSATION A ANNULÉ CETTE CONDAMNATION. DANS UN ARRÊT RENDU **LE 26 FÉVRIER 2020**, ELLE A CLARIFIÉ L'INTERPRÉTATION DE LA LOI EN TRANCHANT LE DÉBAT ENTRE ACTE HUMANITAIRE ET ACTE MILITANT. ELLE A JUGÉ QUE LA PROTECTION DES ACTES SOLIDAIRES NE SE LIMITAIT PAS AUX ACTIONS PUREMENT INDIVIDUELLES ET POUVAIT S'APPLIQUER AUSSI AUX ACTES MILITANTS ACCOMPLIS AU SEIN D'ASSOCIATIONS.

VI/ LES POLITIQUES D'IMMIGRATION DEPUIS 1974 EN FRANCE


- 1974 : MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE DE CONTRÔLE DE FLUX MIGRATOIRES → ARRÊT DE L'IMMIGRATION DE MAIN D'ŒUVRE.
- 1981-1995 : FACILITER LES DROITS DES IMMIGRÉS ET LA SUSPENSION DE TOUTE EXPULSION ... 1983 MAÎTRISE DES FLUX MIGRATOIRES TOUT EN FACILITANT L'INTÉGRATION.
- LOI DEBRÉ (AVRIL 1997) RENFORCE LE DISPOSITIF D'ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE ET LA RÉTENTION ADMINISTRATIVE DE CES MÊMES ÉTRANGERS.
- LOI SARKOZY I (NOV 2003) INSTAURE NOTAMMENT UN CONTRÔLE ACCRU DES DEMANDES DE VISA ET CRÉE UN FICHIER D'EMPREINTES DIGITALES DES DEMANDEURS DE VISA.
- "LOI SARKOZY II" (24/07/2006) REND NOTAMMENT LE CONTRAT D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION (CAI) OBLIGATOIRE POUR TOUT NOUVEL ARRIVANT.

VI/ LES POLITIQUES D'IMMIGRATION DEPUIS 1974 EN FRANCE





LOI DU 26/01/2024

- LES TRAVAILLEURS SANS PAPIERS EXERÇANT DANS DES MÉTIERS EN TENSION (BTP, AIDES À DOMICILE, RESTAURATION...) POURRONT SE VOIR DÉLIVRER À TITRE EXCEPTIONNEL, COMME AUJOURD'HUI, UNE CARTE DE SÉJOUR "TRAVAILLEUR TEMPORAIRE" OU "SALARIÉ".
 - INTÉGRATION ET TITRES DE SÉJOUR : LES ÉTRANGERS QUI DEMANDENT UNE PREMIÈRE CARTE DE SÉJOUR PLURIANNUELLE DEVRONT AVOIR UNE CONNAISSANCE MINIMALE DE LA LANGUE FRANÇAISE (NIVEAU A 2).
 - TOUS LES ÉTRANGERS QUI DEMANDENT UN DOCUMENT DE SÉJOUR DEVRONT S'ENGAGER À RESPECTER LES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE PAR LA SIGNATURE D'UN NOUVEAU CONTRAT.
 - FACILITER L'ÉLOIGNEMENT DES ÉTRANGERS QUI REPRÉSENTENT UNE MENACE GRAVE POUR L'ORDRE PUBLIC.
- 

LOI DU 26/01/2024

- **ASILE ET CONTENTIEUX DES ÉTRANGERS**

- LA LOI PRÉVOIT LE **DÉPLOIEMENT PROGRESSIF DE PÔLES TERRITORIAUX DÉNOMMÉS "FRANCE ASILE"** APRÈS MISE EN PLACE DE 3 SITES PILOTES, EN REMPLACEMENT DES GUICHETS UNIQUES D'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE (GUDA). CES PÔLES PERMETTRONT EN UN MÊME LIEU L'ENREGISTREMENT DU DEMANDEUR D'ASILE PAR LA PRÉFECTURE, L'OUVERTURE DE DROITS PAR L'OFFICE FRANÇAIS DE L'IMMIGRATION ET L'INTÉGRATION (OFII) ET L'INTRODUCTION DE LA DEMANDE AUPRÈS DE L'OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES RÉFUGIÉS ET APATRIDES (OFPRA).
- L'ORGANISATION DE LA **COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE (CNDA)** EST AUSSI RÉFORMÉE, AVEC LA CRÉATION DE **CHAMBRES TERRITORIALES DE LA CNDA** ET LA GÉNÉRALISATION DU JUGE UNIQUE. LA FORMATION COLLÉGIALE NE SERA SAISIE QUE POUR LES AFFAIRES COMPLEXES.
- LES DEMANDEURS D'ASILE QUI PRÉSENTENT UN RISQUE DE FUITE OU UNE MENACE À L'ORDRE PUBLIC (SORTANTS DE PRISON, INTERPELLÉS...) POURRONT ÊTRE ASSIGNÉS À RÉSIDENCE OU PLACÉS EN RÉTENTION, SOUS CERTAINES CONDITIONS.
- ENFIN, LE **CONTENTIEUX DES ÉTRANGERS** (QUI REPRÉSENTE 40% DE L'ACTIVITÉ DES JURIDICTIONS ADMINISTRATIVES) EST **SIMPLIFIÉ**. LE NOMBRE DE PROCÉDURES CONTENTIEUSES TYPES EST RÉDUIT DE 12 À 3. CETTE SIMPLIFICATION S'INSPIRE D'UN [RAPPORT DU CONSEIL D'ÉTAT](#) SUR LE SUJET DE 2020.

- l'instauration de quotas migratoires ;
- l'exigence d'une durée de séjour régulier imposé aux étrangers pour l'accès à certaines allocations (aides personnelles au logement -APL, allocations familiales...) ;
- le durcissement du regroupement familial ;
- les restrictions sur l'accès au séjour des étrangers malades ;
- le dépôt d'une "caution de retour" pour les étudiants étrangers ;
- le rétablissement du délit de séjour irrégulier ;
- les conditions d'accès à la nationalité française des jeunes nés en France de parents étrangers ;
- la prise d'empreintes digitales d'un étranger clandestin sans son consentement ;
- les conditions d'hébergement d'urgence des étrangers visés par une mesure d'éloignement ;
- la prise en compte dans l'attribution de l'aide publique au développement du degré de coopération des États étrangers en matière de lutte contre l'immigration irrégulière ;
- l'impossibilité pour les déboutés du droit d'asile de se maintenir dans un hébergement du dispositif national d'accueil, sauf décision motivée de l'administration ;
- l'exclusion des étrangers irréguliers des réductions tarifaires sur les titres de transport en commun ;
- l'inclusion, dans le décompte des logements sociaux des communes au titre de la loi "SRU", des places en centre d'hébergement et d'accueil pour demandeurs d'asile.

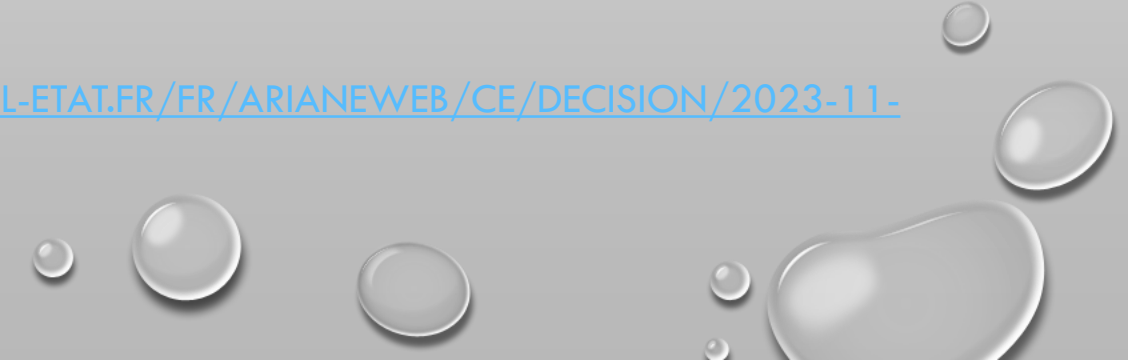
LOI DU 26/01/2024 : 35 ARTICLES CENSURÉS

VII/ RÉFLEXION PAR GROUPES DE 4

- 1/ RÉFLEXION SUR LA **DÉSObÉISSANCE CIVILE** : HISTOIRE, RÉFÉRENCES JURIDIQUES ET EXEMPLES.
- 2/ ANALYSE DE LA **JURISPRUDENCE NATIONALE** (AFFAIRE DES TABLEAUX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE OU AFFAIRE DES MÉGA BASSINES).
- 3/ PRÉPARATION AU **DÉBAT** : « **DEVONS-NOUS ObÉIR À DES LOIS INJUSTES ?** » OUI/NON



VI/ PROLONGEMENTS RELATIFS À LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

- PROLONGEMENTS SUR LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE N° 1 : LES DÉCROCHEURS DE TABLEAUX PRÉSIDENTIELS AU NOM DE L'URGENCE CLIMATIQUE = JUGEMENT DU TB CORRECTIONNEL DU 16/09/2019 PUIS ARRÊT DE LA CA DE LYON DU 14/01/2020 : RÉFLEXION SUR LES LIENS ENTRE LE DROIT, LES LIBERTÉS & LA DÉMOCRATIE.
 - N° 2 : ASSOCIATION SOULÈVEMENT DE LA TERRE MENACÉE DE DISSOLUTION / ARRÊT DU 09/11/23 DU CONSEIL D'ÉTAT – LIBERTÉ D'ASSOCIATION / SAUVEGARDE DE L'ORDRE PUBLIC.
 - [HTTPS://WWW.CONSEIL-ETAT.FR/FR/ARIANEWEB/CE/DECISION/2023-11-09/476384](https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/ce/decision/2023-11-09/476384)
 - [HTTPS://WWW.CONSEIL-ETAT.FR/FR/ARIANEWEB/CE/DECISION/2023-11-09/460457](https://www.conseil-etat.fr/fr/arianeweb/ce/decision/2023-11-09/460457)
- 

The slide features a decorative background. On the left, a vertical strip shows a close-up of a chessboard with several dark wooden chess pieces (a king, a pawn, and a bishop) standing on the squares. The rest of the slide has a light gray background with several realistic water droplets of various sizes scattered across it, particularly in the top-left and bottom-right corners.

VI/ PROLONGEMENTS RELATIFS À LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE

- HENRY DAVID THOREAU / 1849
- ÉTIENNE DE LA BOÉTIE
- ILLÉGALE PAR DÉFINITION MAIS EN PRINCIPE NON VIOLENTE.
- 6 ÉLÉMENTS CUMULATIFS :
- UNE INFRACTION INTENTIONNELLE ET CONSCIENTE
- UN ACTE PUBLIC
- UN MOUVEMENT À VOCATION COLLECTIVE
- UNE ACTION PACIFIQUE (≠ MAX WEBER – VIOLENCE LÉGITIME DE L'ÉTAT)
- LE BUT = OBTENIR LA MODIFICATION D'UNE RÈGLE DE DROIT OU SON ABROGATION
- FONDÉE SUR DES PRINCIPES SUPÉRIEURS (EX : RELIGIEUX, CONSTITUTIONNELS ...)

HENRY DAVID THOREAU, LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE, 1849.

- "SOUS UN GOUVERNEMENT QUI EMPRISONNE QUICONQUE INJUSTEMENT, LA VÉRITABLE PLACE D'UN HOMME JUSTE EST AUSSI EN PRISON. LA PLACE QUI CONVIENT AUJOURD'HUI, LA SEULE PLACE QUE LE MASSACHUSETTS AIT PRÉVUE POUR SES ESPRITS LES PLUS LIBRES ET LES MOINS ABATTUS, C'EST LA PRISON D'ÉTAT. CE DERNIER LES MET DEHORS ET LEUR FERME LA PORTE AU NEZ. NE SE SONT-ILS PAS MIS DEHORS EUX-MÊMES, DE PAR LEURS PRINCIPES ? C'EST LÀ QUE L'ESCLAVE FUGITIF ET LE PRISONNIER MEXICAIN EN LIBERTÉ SURVEILLÉE, ET L'INDIEN VENU POUR INVOQUER LES TORTS CAUSÉS À SA RACE, LES TROUVERONT SUR CE TERRAIN ISOLÉ, MAIS LIBRE ET HONORABLE OÙ L'ÉTAT RELÈGUE CEUX QUI NE SONT PAS AVEC LUI, MAIS CONTRE LUI : C'EST, AU SEIN D'UN ÉTAT ESCLAVAGISTE, LE SEUL DOMICILE OÙ UN HOMME LIBRE PUISSE TROUVER UN GÎTE HONORABLE. [...]. UNE MINORITÉ NE PEUT RIEN TANT QU'ELLE SE CONFORME À LA MAJORITÉ ; CE N'EST MÊME PAS ALORS UNE MINORITÉ. MAIS ELLE EST IRRÉSISTIBLE LORSQU'ELLE FAIT OBSTRUCTION DE TOUT SON POIDS. S'IL N'EST D'AUTRE ALTERNATIVE QUE CELLE-CI : GARDER TOUS LES JUSTES EN PRISON OU BIEN ABANDONNER LA GUERRE ET L'ESCLAVAGE, L'ÉTAT N'HÉSITERA PAS À CHOISIR. SI UN MILLIER D'HOMMES DEVAIENT S'ABSTENIR DE PAYER LEURS IMPÔTS CETTE ANNÉE, CE NE SERAIT PAS UNE INITIATIVE AUSSI BRUTALE ET SANGLANTE QUE CELLE QUI CONSISTERAIT À LES RÉGLER, ET À PERMETTRE AINSI À L'ÉTAT DE COMMETTRE DES VIOLENCES ET DE VERSER LE SANG INNOCENT. CELA DÉFINIT, EN FAIT, UNE RÉVOLUTION PACIFIQUE, DANS LA MESURE OÙ PAREILLE CHOSE EST POSSIBLE."

VI/ PROLONGEMENTS RELATIFS À LA DÉSObÉISSANCE CIVILE

- LA DÉSObÉISSANCE CIVIQUE DU 19/11/1996 – LOIS DEBRÉ / IMMIGRATION.
- JEAN-MARIE MULLER, PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE, THÉORICIEN DE LA NON-VIOLENCE, CRITIQUE L'UTILISATION DE CE TERME. « LA DÉSObÉISSANCE EST « CIVILE » EN CE SENS QU'ELLE N'EST PAS « CRIMINELLE », C'EST-À-DIRE QU'ELLE RESPECTE LES PRINCIPES, LES RÈGLES ET LES EXIGENCES DE LA « CIVILITÉ ».



VEILLE JURIDIQUE

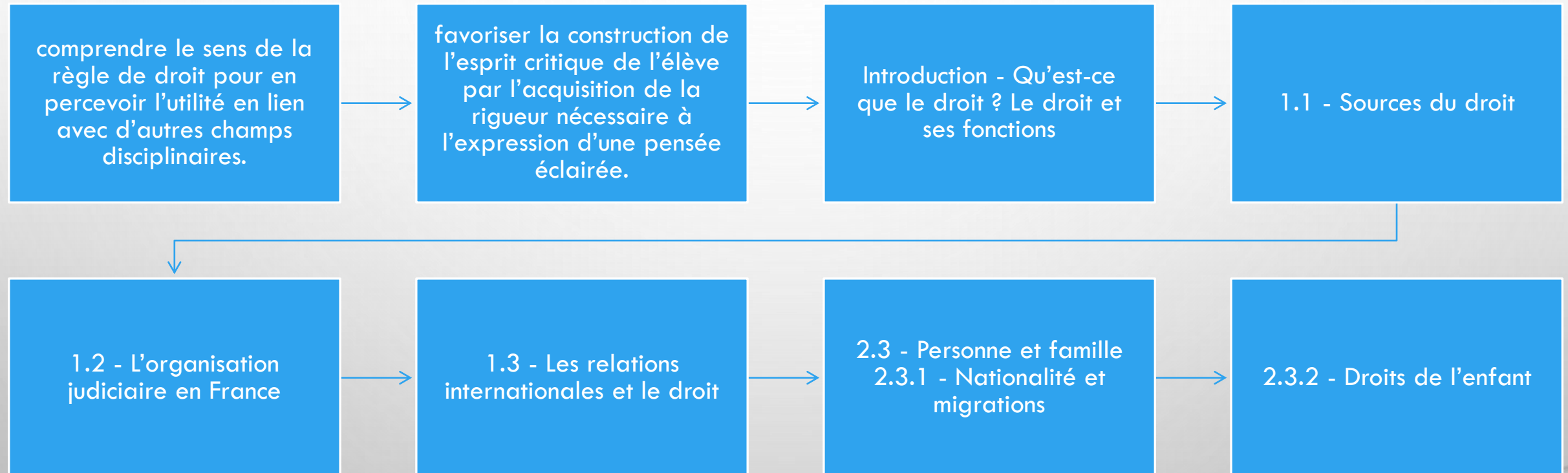
- RAPPORT DÉFENSEUR DES DROITS (26/03/2024)
- [HTTPS://WWW.VIE-PUBLIQUE.FR/EN-BREF/293531-ETAT-DE-DROIT-FRAGILISATION-PREOCCUPANTE-POUR-LA-DEFENSEUR-DES-DROITS](https://www.vie-publique.fr/en-bref/293531-etat-de-droit-fragilisation-preoccupante-pour-la-defenseur-des-droits)
- MIGRANTS / MANCHE (01/04/2024)
- [HTTPS://WWW.LEFIGARO.FR/INTERNATIONAL/IMMIGRATION-CLANDESTINE-LES-TRAVERSEES-DE-LA-MANCHE-ONT-AUGMENTE-DE-PLUS-DE-40-AU-PREMIER-TRIMESTRE-20240401](https://www.lefigaro.fr/international/immigration-clandestine-les-traversees-de-la-manche-ont-augmente-de-plus-de-40-au-premier-trimestre-20240401)

PROGRAMME D.GE.M.C

- L'OBJECTIF EST DE LEUR FAIRE DÉCOUVRIR LES INSTRUMENTS DU DROIT – NORMES, INSTITUTIONS, MÉTIERS –, SON RÔLE SOCIAL, AINSI QUE LA MÉTHODOLOGIE DU RAISONNEMENT JURIDIQUE. EN PARTANT DU DROIT POSITIF ET DE LA FAÇON DONT IL CONTRIBUE À STRUCTURER LES GRANDS ENJEUX POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX CONTEMPORAINS, IL S'AGIT D'ABORDER CERTAINS GRANDS THÈMES DU MONDE CONTEMPORAIN.
- DONNER AUX ÉLÈVES L'OCCASION DE RÉFLÉCHIR À L'EXISTENCE ET À L'UTILITÉ DES NORMES JURIDIQUES, À LEUR PORTÉE SOCIALE, À LEUR VERTU PACIFICATRICE, AUX CONDITIONS DE LEUR ADOPTION ET À CELLES DE LEUR APPLICATION.
- PARTIR DE QUESTIONS CONCRÈTES QUI METTENT EN SCÈNE DES SITUATIONS RÉELLES AFIN D'IDENTIFIER COMMENT LE DROIT Y EST PRÉSENT ET AVEC QUELS INSTRUMENTS, QUELS RÉSULTATS ET QUELLES LIMITES IL Y RÉPOND.



PROGRAMME D.GE.M.C



RAPPELS DROITS ŒUVRE FILMIQUE

- IL EST POSSIBLE DE DIFFUSER GRATUITEMENT DES EXTRAITS DANS LES CONDITIONS DÉFINIES PAR L'ACCORD DU 4 DÉCEMBRE 2009 : L'UTILISATION DE SUPPORTS ÉDITÉS DU COMMERCE (TYPE DVD VIDÉO, ETC.) OU D'UNE ŒUVRE CINÉMATOGRAPHIQUE OU AUDIOVISUELLE DIFFUSÉE SUR UN SERVICE PAYANT (CANAL+, CANALSATELLITE, TPS, SERVICE DE VIDÉO À LA DEMANDE) EST POSSIBLE DÈS LORS QU'ELLE SE LIMITE À DES EXTRAITS : « EXTRAITS » S'ENTEND DE PARTIES D'ŒUVRES DONT LA LONGUEUR EST LIMITÉE À SIX MINUTES, ET NE POUVANT EN TOUT ÉTAT DE CAUSE EXCÉDER LE DIXIÈME DE LA DURÉE TOTALE DE L'ŒUVRE INTÉGRALE. EN CAS D'UTILISATION DE PLUSIEURS EXTRAITS D'UNE MÊME ŒUVRE AUDIOVISUELLE OU CINÉMATOGRAPHIQUE, LA DURÉE TOTALE DE CES EXTRAITS NE PEUT EXCÉDER 15 % DE LA DURÉE TOTALE DE L'ŒUVRE.
- POUR UN FILM DE 100 MINUTES, ON PEUT DONC DIFFUSER AU TOTAL 15 MINUTES, MAIS EN DIFFUSANT PLUSIEURS EXTRAITS D'UNE DURÉE DE SIX MINUTES, PAR EXEMPLE TROIS EXTRAITS DE CINQ MINUTES.